

BIDONVILLES AIXOIS – LA VIOLENCE N’EST PAS LA SOLUTION !

Depuis maintenant plusieurs mois le **Collectif Aixois pour la Dignité et les Droits des Roms des Immigrés et des Sans-Papiers (CADDRIS)** appelle au dialogue et à la co construction de solutions face aux bidonvilles qui ont ressurgi en Pays d’Aix. Personne ne devrait avoir à subir les bidonvilles ni les riverains, ni les miséreux qui ont trouvé là un abri plus que précaire. C’est la misère qu’il faut combattre, pas celles et ceux qui la subissent.

C’est pourtant bien, hélas, ce que fait la Mairie d’Aix-en-Provence en recourant au concours de la force publique à l’encontre des habitants des bidonvilles. **Ainsi après la destruction des baraquements de Luynes et des 3 Sautets, l’assignation des ROMS de Vasarély, ce sont maintenant les habitants du campement de l’Arbois qui sont convoqués au Tribunal de Grande Instance d’Aix-en-Provence.**

Ce bidonville, qui n’a aucun vis-à-vis, n’entraîne pourtant pas de trouble à l’ordre public. Les personnes s’y trouvant ne sont en aucune manière agressives. Elles saluent volontiers les visiteurs et engagent la conversation. Certaines d’entre elles maîtrisent parfaitement le français et avec les autres la compréhension est aisée du fait de la romanité des langues employées. Plusieurs enfants et adolescents sont scolarisés dans les écoles et collèges à proximité. Les adultes souhaitent comme nombre d’immigrés pouvoir travailler.

Il n’existe actuellement aucune solution alternative car nos appels au dialogue sont restés vains. Pire avec une brutalité, due à une période électorale compliquée pour elle, le Maire, qui ne reconnaît pas un Président pourtant démocratiquement élu, n’en finit plus de courir derrière l’extrême droite. Sans humanité aucune **Maryse JOISSAINS** et ses représentants s’enferment dans une logique du tout répressif et chassent purement et simplement les plus miséreux d’entre nous. Rappelons qu’elle a déclaré qu’elle ne voulait plus un seul ROM sur le territoire aixois. Ne touchons-nous pas là au pire de la discrimination et de l’exclusion ?

D’éventuelles nouvelles expulsions seraient injustes humainement pour des résidents dont certains sont là depuis plusieurs années. Elles seraient également aussi coûteuses qu’inefficaces. Elles seraient enfin illégales au regard du droit européen. Nous refusons le recours à la force et appelons l’Etat, comme la Mairie, qui seraient alors soutenus par le Département, la Région et l’Europe, à construire des alternatives durables aux bidonvilles aixois.

**EN MATIÈRE DE SOLIDARITÉ AUSSI, C’EST MAINTENANT QU’IL FAUT CHANGER !
TOUS ENSEMBLE, DISONS NON AUX EXPULSIONS !**

LE CADDRIS APPELLE LES AIXOISES ET LES AIXOIS A MANIFESTER LEUR SOLIDARITÉ EN ÉTANT MASSIVEMENT PRÉSENTS À L’AUDIENCE DU TRIBUNAL LE MARDI 29 MAI À PARTIR DE 09 H 00 AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D’AIX-EN-PROVENCE, IMPASSE DES FRÈRES PRATESI, AU JAS DE BOUFFAN.

Les adhérents du CADDRIS : Aix écologie, Aix-Solidarité, Alternatifs 13, Amnesty groupe 133 d’Aix en Provence, Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés, Association des Travailleurs, Maghrébins de France, ATTAC Pays d’Aix, CFDT du Pays d’Aix, EMMAUS Cabriès, Europe Ecologie Les Verts Pays d’Aix, Féminin(s) Pluriel(s) en Pays d’Aix, Jeunesse Communiste d’Aix-en-Provence, Les Jeunes Ecologistes Aix-Marseille, Ligue des Droits de l’Homme, MAIS International, MRAP Aix, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français - Aix, Parti de Gauche, Partit Occitan, Parti Socialiste, Rencontres Tsiganes, Réseau Education Sans Frontières 13, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, Tous Ensemble Pour Aix, Union des Étudiants Communistes, Union Pour Aix, Union locale de la Confédération Nationale du Logement du Pays d’Aix, Unis pour un Monde Solidaire...